



**PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Régionale et Interdépartementale
de l'Hébergement et du Logement

**GESTION REGIONALE DE LA
DEMANDE DE LOGEMENT SOCIAL**

Marché de prestation de service relative à la gestion du système d'enregistrement de la demande de logement social pour l'Île-de-France

Cahier des clauses administratives particulières

Pouvoir adjudicateur :

La Direction Régionale et Interdépartementale de l'Hébergement et du Logement d'Ile-de-France (DRIHL)

Service accès au logement et prévention des expulsions locatives

Immeuble « Le Ponant » 5 rue Leblanc 75 015 PARIS

Représentée par M. Laurent BRESSON, Directeur régional et interdépartemental de l'hébergement et du logement

Numéro du marché : DRIHL – 2026 – ALPE – SNE

Le présent CCAP comporte 18 pages numérotées de 1 à 18

Sommaire

1. OBJET DU MARCHE	4
1.1 Forme du marché	4
1.2 Durée du marché	4
2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	5
3. CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
3.1 Obligations générales	5
3.2 Qualité du service	6
3.3 Conditions de travail	7
3.4 Protection de l'environnement	7
4. CONDITIONS D'ETABLISSEMENT ET D'EVOLUTION DU PRIX	7
4.2 Avance	8
4.3 Modalités de règlement du prix	8
4.3.1 Facturation dématérialisée	9
4.3.2 Changement affectant la société	10
5. SOUS-TRAITANCE	10
5.1 Demande de sous-traitance intervenant avant la signature du marché	10
5.2 Sous-traitance intervenant en cours d'exécution du marché	11
6. CESSION ET NANTISSEMENT DU MARCHE	12
7. ASSURANCE	12
8. GARANTIE	13
9. AVENANTS	13
10. DROITS D'USAGE-DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE	13

11. PENALITES	13
12. RESILIATION	14
12.1 Résiliation pour événements extérieurs aux parties	14
12.2. Résiliation pour faute du Titulaire	14
12.3 Résiliation pour motif d'intérêt général	15
12.4 Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire	15
13. DISPOSITIONS GENERALES	16
13.1 Protection de l'environnement et conditions de travail	16
13.2 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail	16
13.3 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés	17
13.4 Clauses environnementales	17
14. DISPOSITIONS DESTINEES A ASSURER LA CONTINUITE DU SERVICE	18
15. DIFFERENDS ET LITIGES	18
16. DEROGATIONS AU CCAG FCS	18

1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet de confier à son titulaire une partie des prestations relatives à la gestion régionale du système national d'enregistrement de la demande de logement social pour l'Île de France, à partir du 8 avril 2026.

Les spécifications techniques des prestations sont définies en détail dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes.

1.1 Forme du marché

Ce marché fixe toutes les conditions d'exécution des prestations.

Le présent marché public est conclu sous la forme d'un accord-cadre « composite » comprenant à la fois des prestations à prix forfaitaires et des prestations à prix unitaires donnant lieu à l'émission de bons de commande, conformément aux articles L.2125-1, R.2162-2, R.2162-4, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Il comprend ainsi :

- une part forfaitaire
- une part à bons de commande

Ce présent marché ne fait pas l'objet d'une décomposition en lots. Le marché est attribué à un seul opérateur économique.

Pour les prestations ponctuelles uniquement :

Le présent marché est passé sans montant minimum, et avec montant maximum de 50 000 euros HT par période de reconduction.

1.2 Durée du marché

Le présent marché public est conclu pour une période initiale d'un an à compter du 8 avril 2026, ou de sa date de notification si cette dernière intervient postérieurement au 8 avril 2026.

Il est reconductible tacitement trois fois pour une période d'un an, sans que sa durée totale puisse excéder quatre ans.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction du marché public.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par l'acheteur au moins trois mois avant la fin de la période d'exécution en cours.

La non-reconduction du marché public n'ouvre droit à aucune indemnisation.

Pour chaque reconduction du marché, le titulaire devra envoyer au pouvoir adjudicateur le bordereau des prix comprenant les prix révisés, en le datant et le signant, au plus tard deux semaines après l'information de reconduction faite par le Pouvoir Adjudicateur.

1.3. Précisions concernant la partie des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.
- les délais d'exécution (date de début et de fin) ;
- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- les lieux d'exécution des prestations ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- le numéro de ou des lignes du BPU ;
- la date et le numéro du marché.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

2. Pièces constitutives du marché

Les documents contractuels régissant le présent marché sont, par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement et son (ses) annexe(s) :
 - Annexe 1 (ou unique) : Le bordereau de prix composé d'un cadre de décomposition du prix global et forfaitaire et des prix unitaires pour les prestations à bons commande ;
 - Annexe 2 : en cas de groupement conjoint uniquement, la note précisant le montant et la répartition des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021. Le présent cahier des clauses administratives particulières apporte toute modification et tout ajout au dit CCAG, rendus nécessaires par le présent marché. Ce document est réputé connu du titulaire ;
- La note méthodologique du titulaire.

En cas de discordance entre elles, les dispositions contractuelles du contrat prévalent dans l'ordre indiqué ci-dessus.

3. Conditions générales d'exécution des prestations

3.1 Obligations générales

Le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations.

Le titulaire prend toutes les dispositions nécessaires pour assurer la permanence, la continuité et la qualité des prestations mises à sa charge au titre du présent contrat dans les délais prescrits, et conformément aux stipulations du CCTP.

Le titulaire s'oblige également à respecter les engagements qui figurent dans son offre. Le titulaire signale immédiatement à la personne publique toute difficulté rencontrée ainsi que tout risque de blocage, de dysfonctionnement ou de retard prévisible dans la réalisation des prestations et notamment ceux échappant à sa responsabilité.

Le pouvoir adjudicateur ne fournira ni effectifs, ni moyens matériels (mobiliers et immobiliers) pour l'exercice des prestations prévues au présent marché. Il appartient donc au titulaire de s'assurer qu'il dispose du personnel qualifié et des équipements nécessaires pour exercer leurs missions dans les délais impartis et notamment du bon état de fonctionnement des installations informatiques utilisées pour assurer les missions prévues au marché.

Le pouvoir adjudicateur fournit au titulaire toute information et toute documentation qu'il détient nécessaire au titulaire pour l'exercice de ses missions telles que définies dans le CCTP.

Le pouvoir adjudicateur assure au titulaire un accès au système national de traitement de la demande de logement libre de droits, lui permettant d'assurer la totalité des missions qui lui sont confiées au titre du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire preuve de discrétion professionnelle et à respecter la confidentialité qui s'attache à la réalisation de la prestation. Il prendra en compte les clauses du RGPD et les éventuelles recommandations données par la CNIL à ce sujet. Il s'engage à maintenir le secret le plus absolu sur toutes les informations qui lui seront fournies et dont il pourrait avoir connaissance dans le cadre des activités qui lui sont confiées. Il demeure tenu par cet engagement au-delà de la remise des prestations.

Concernant les lieux d'exécution des prestations, le titulaire du marché doit appliquer les mesures prévues à l'article 17 du CCAG applicable aux marchés de Fournitures Courantes et de Services (FCS) et notamment les faire connaître au pouvoir adjudicateur, dès la présentation de l'offre ; à défaut ou s'ils sont appelés à être modifiés, dès qu'ils ont été définis et au plus tard, le premier jour du début du marché.

3.2 Qualité du service

Le pouvoir adjudicateur pourra à tout moment au cours de l'exécution du contrat procéder à la vérification de la bonne exécution des prestations mises à la charge du titulaire au titre du présent marché.

Tout manquement constaté par le pouvoir adjudicateur, à une obligation mise à la charge du titulaire au titre du présent marché, pourra donner lieu à l'application des pénalités prévues à l'article 11 du présent CCAP.

3.3 Conditions de travail

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble de la législation sociale et du travail en vigueur, y compris les dispositions de la convention collective applicable.

Il devra s'assurer que ses propres employés, ainsi que ceux de ses éventuels sous-traitants, bénéficient de conditions de travail décentes, de salaires conformes aux normes du secteur et d'un environnement de travail sûr.

L'acheteur public se réserve le droit d'effectuer des vérifications, ou de demander au titulaire des justificatifs attestant du respect de ses obligations.

3.4 Protection de l'environnement

Le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage conformément aux stipulations de l'article 7 du CCAG FCS.

4. Conditions d'établissement et d'évolution du prix

Le marché public est conclu sous la forme d'un accord-cadre « composite ». Il est traité à prix forfaitaire et comporte également une partie à bons des commandes.

Le prix figurant dans l'acte d'engagement et ses annexes est réputé inclure toutes les prestations et sujétions rendues nécessaires pour la bonne exécution du présent marché, ainsi que toutes les charges fiscales et parafiscales.

Les prix du marché sont fermes pour une durée d'un an et révisables.

Les prestations sont rémunérées par l'application du prix forfaitaire indiqué dans le bordereau des prix.

Les prestations ponctuelles sont rémunérées par l'application des prix unitaires indiqués dans le bordereau des prix et des quantités réellement exécutées, dans la limite du montant indiqué à l'article 1.1.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres.

Les prix du présent marché seront révisés selon les modalités suivantes :

Les prix restent fermes pour la durée initiale du présent marché public et constituent les prix de règlement. Ils sont néanmoins révisés à chaque reconduction du marché, sans que l'augmentation ne puisse dépasser le coefficient obtenu par application de la formule suivante :

$$P = Po \times (\text{Syntec1} / \text{Syntec0})$$

Dans laquelle :

Po = prix initial du BPU (HT) de l'accord-cadre

P = Prix actualisé (HT)

Syntec0 = valeur du dernier indice SYNTEC (= syndicat des sociétés d'ingénierie, de services informatiques, d'études et de conseil, de formation professionnelle) publié en date du 8 avril 2026.

Syntec1 = dernière valeur de l'indice SYNTEC publiée à la date de la reconduction.

A chaque étape du calcul de l'actualisation, les résultats devront être arrondis en prenant 4 chiffres après la virgule suivant la règle des arrondis. Le titulaire devra joindre les modalités de calcul de la révision des prix ainsi que toutes les pièces justificatives permettant les vérifications de la part du Pouvoir adjudicateur ou son représentant à sa demande de paiement.

La révision des prix sera adressée par le titulaire au Pouvoir adjudicateur selon les modalités du dernier alinéa de l'article 1.2 du présent CCAP.

4.2 Avance

Le montant de l'avance est fixé conformément aux dispositions prévues à l'article R.2191-7 du Code de la commande publique. Une avance est accordée, dans les mêmes conditions, au(x) sous-traitant(s) éventuel(s).

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance, comme le prévoit l'article R.2191-5 du Code de la commande publique.

Le remboursement est effectué suivant les modalités prévues par les articles R.2191-11 et suivants du Code de la commande publique.

4.3 Modalités de règlement du prix

Le règlement du prix par le pouvoir adjudicateur se fait par des acomptes trimestriels et un solde au terme du délai d'exécution du marché.

Les acomptes trimestriels doivent être présentés au Pouvoir adjudicateur au plus tard le 10 du mois suivant l'échéance de chaque trimestre. Les acomptes correspondent à 3/12ème du prix annuel du marché. Les acomptes sont établis et réglés sur présentation par le Titulaire d'une facture conforme aux stipulations de l'article 4.3.1 du présent CCAP, en conformité avec l'acte d'engagement et ses annexes.

Au terme annuel du présent marché, et après vérification du service fait par le pouvoir adjudicateur, un projet de décompte final est établi par le titulaire et transmis au pouvoir adjudicateur pour acceptation et éventuelles modifications. L'acceptation du projet de décompte final par le pouvoir adjudicateur conduit au paiement du solde du prix.

Le paiement intervient dans un délai maximal de 30 jours à compter de la date de réception des factures et dès certification du service fait.

A défaut ou si le versement effectif des sommes dues n'est pas réalisé dans le délai légal, le titulaire pourra exiger le versement d'intérêts moratoires calculés conformément aux lois et règlements en vigueur. Le mode de règlement des factures retenu est le virement bancaire, sur le compte désigné dans l'acte d'engagement.

4.3.1 Facturation dématérialisée

Depuis le 1er janvier 2017, l'État met gratuitement à disposition des fournisseurs une solution technique gratuite et sécurisée, le portail Chorus Pro, pour la transmission de leurs factures par voie électronique à leurs clients publics.

En application de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014, à compter du 1er janvier 2020, la facturation électronique est obligatoire pour toutes les entreprises, dans les conditions prévues à l'article 3 de l'ordonnance.

Lors du dépôt de vos factures sur Chorus Pro, vous devrez obligatoirement renseigner les informations suivantes :

- SIRET de l'Etat : 11000201100044
- Code d'identification du service destinataire de la facture
- N° d'engagement (6 chiffres)

Les deux dernières informations seront communiquées au titulaire du marché par le service gestionnaire du marché. Elles doivent également figurer sur la facture (Décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016).

La transmission des factures dématérialisées prévue à l'article L.2192-1 du Code de la commande publique s'applique à tous les titulaires et sous-traitants admis au paiement direct de contrats conclus avec les personnes publiques soumises à l'obligation de réception des factures dématérialisées.

L'État, les collectivités territoriales et les établissements publics acceptent les factures transmises par les titulaires et les sous-traitants admis au paiement direct de leurs contrats, conformément aux articles L.2192-2 et L.2192-3 du Code de la commande publique.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures mentionnées aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 comportent les mentions prévues à l'article D.2192-2 du Code de la commande publique. En outre, selon les termes de ce même article, les factures électroniques comportent les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R.123-221 du Code de commerce.

Par ailleurs, ce même article précise que pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation mentionné à l'article L.2192-5 Code de la commande publique et selon des modalités techniques, fixées par arrêté du ministre chargé du budget, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges tel que l'indique l'article R.2192-3 du Code de la commande publique.

Les modalités pratiques de dépôt sur Chorus Pro en cas de maîtrise d'œuvre, de sous-traitance et de groupement conjoint peuvent être consultées sur le site :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

ou <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

4.3.2 Changement affectant la société

Le Titulaire et/ou le(s) sous-traitant(s) informe(nt) par écrit le Pouvoir Adjudicateur de tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris le n° de SIRET et les changements d'intitulé de son compte bancaire. Il produit à cet effet, un nouveau Kbis et un nouveau relevé d'identité bancaire.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement.

5. Sous-traitance

L'article L.2193-2 du Code de la commande publique définit et limite la sous-traitance : « *Au sens du présent chapitre, la sous-traitance est l'opération par laquelle un opérateur économique confie par un sous-traité, et sous sa responsabilité, à une autre personne appelée sous-traitant, l'exécution d'une partie des prestations du marché conclu avec l'acheteur.* »

Ainsi donc, la sous-traitance totale est interdite.

Par ailleurs, ce même article, en son alinéa 2, dispose que « *Le sous-traitant est considéré comme entrepreneur principal à l'égard de ses propres sous-traitants.* ».

5.1 Demande de sous-traitance intervenant avant la signature du marché

Conformément aux articles L.2193-3 et L.2193-4 du Code de la commande publique, le titulaire d'un marché public peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Dans le cas où le titulaire voudrait sous-traiter une partie des missions prévues au présent marché au moment du dépôt de l'offre, le soumissionnaire devra identifier dans son offre les sous-traitants auxquels il envisage de faire appel ainsi que la nature et le montant des

prestations sous-traitées, tel que le prévoit l'alinéa 1 de l'article L.2193-5 du Code de la commande publique.

Le titulaire du marché doit fournir une déclaration mentionnant :

- la nature des prestations sous-traitées,
- le nom, la raison sociale ou la dénomination et l'adresse du sous-traitant proposé,
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant proposé,
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités éventuelles de variation de prix,
- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Le Titulaire du marché doit également fournir une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement. Les modifications des conditions de sous-traitance déclarées doivent faire l'objet d'une modification par avenant.

5.2 Sous-traitance intervenant en cours d'exécution du marché

Lorsque la sous-traitance intervient après la conclusion du marché, le titulaire du marché qui souhaite confier l'exécution de certaines parties de son marché à un sous-traitant, doit avoir obtenu du pouvoir adjudicateur, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement des sous-traitants comme l'impose l'alinéa 2 de l'article L.2193-5 du Code de la commande publique.

Conformément aux dispositions de l'article R.2193-1 du Code de la commande publique, le titulaire du marché adresse au pouvoir adjudicateur, par lettre recommandée avec accusé de réception, une déclaration contenant les renseignements suivants :

- la nature des prestations sous-traitées,
- le nom, la raison sociale ou la dénomination et l'adresse du sous-traitant proposé,
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant proposé,
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités éventuelles de variation de prix,
- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Ce même article, en son dernier alinéa, rappelle que le titulaire du marché doit également fournir une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

L'article R.2193-3 du Code de la commande publique expose que le titulaire du marché doit, en outre, établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, lorsque les dispositions du chapitre Ier du présent titre s'appliquent, en produisant soit l'exemplaire unique du marché ou le certificat de cessibilité qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement seront dans ce cas constatés par un acte spécial, signé par le pouvoir adjudicateur et par le titulaire du marché. L'acte spécial doit préciser :

- la nature des prestations sous-traitées,
- le nom, la raison sociale ou la dénomination et l'adresse du sous-traitant proposé,
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant proposé,
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités éventuelles de variation de prix,
- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant,
- la déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Le silence du pouvoir adjudicateur gardé pendant 21 jours à compter de la réception de l'ensemble des documents, vaudra acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Toute sous-traitance occulte sera sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de la société titulaire du marché.

Le pouvoir adjudicateur paie directement le(s) sous-traitant(s) lorsque la somme des prestations sous-traitées est au moins égale à 600 € TTC.

Le titulaire est personnellement responsable de l'exécution de l'ensemble des prestations exécutées au titre du marché, dont celles de son (ses) sous-traitant(s). Il demeure l'unique interlocuteur de la personne publique pour l'ensemble des prestations sous-traitées.

Les obligations de discrétion professionnelle et de confidentialité et de respect des règles de sécurité applicables au titulaire s'appliquent dans les mêmes termes et avec les mêmes conséquences au(x) sous-traitant(s).

6. Cession et nantissement du marché

La cession et le nantissement du marché sont autorisés, conformément aux dispositions des articles R.2191-45 et suivants du Code de la commande publique, sous réserve de l'accord préalable et exprès du pouvoir adjudicateur.

La demande d'agrément d'une cession devra être formulée par lettre recommandée avec accusé de réception.

7. Assurance

Le titulaire déclare avoir contracté une assurance garantissant sa responsabilité, envers le pouvoir adjudicateur comme envers les tiers, au titre des prestations qu'il exécute dans le cadre du présent contrat.

Le titulaire souscrit une assurance de responsabilité civile, garantissant sa responsabilité pour tout dommage aux tiers ou à leurs biens, ainsi qu'au pouvoir adjudicateur ou à ses

biens, du fait de ses activités et des biens dont il a la garde du fait du présent contrat.
Le titulaire devra justifier des polices d'assurances contractées et de l'étendue de la garantie souscrite au pouvoir adjudicateur dans le délai de quinze jours qui suit la notification du présent marché, et à chaque réquisition du pouvoir adjudicateur, dans un délai de quinze jours.

8. Garantie

Les prestations fournies par le titulaire sont soumises à garantie dans les conditions prévues à l'article 33 du CCAG FCS.

9. Avenants

Les parties signataires peuvent apporter d'un commun accord des modifications sur les modalités d'exécution du présent contrat dans le respect de la réglementation en vigueur et du droit d'avenant.

10. Droits d'usage-droits de propriété intellectuelle

Le Pouvoir Adjudicateur garantit au Titulaire, pour la durée du contrat, le droit d'utiliser ou de faire utiliser le ou les logiciels constituant le système d'enregistrement national décrit dans le CCTP, ainsi que les bases de données constituées, exclusivement pour les besoins liés ou découlant du présent marché.

11. Pénalités

Des pénalités journalières de retard seront dues au Pouvoir Adjudicateur, dans les hypothèses suivantes :

- Retard dans la production des documents ou livrables requis par le CCTP : pénalité de 100 € par jour de retard, sans mise en demeure préalable ;
- Défaut de fonctionnement du système local d'enregistrement imputable au Titulaire : pénalité de 500 € par jour de retard, après mise en demeure de remédier au défaut de fonctionnement constaté restée infructueuse à l'issue d'un délai de 5 jours calendaires à compter de sa réception ;
- Indisponibilité totale du système local d'enregistrement imputable au Titulaire : pénalité de 1000 € par jour de retard, après mise en demeure de remédier à l'indisponibilité constatée restée infructueuse à l'issue d'un délai de 48 heures à compter de sa réception ;
- Retard dans l'exécution d'une autre prestation requise par le CCTP ou sur laquelle s'est engagé le Titulaire dans son offre : pénalité de 100 € par jour de retard, après mise en demeure restée infructueuse à l'issue d'un délai de 5 jours ouvrés à compter de sa réception.

Le Titulaire pourra se voir infliger des pénalités forfaitaires dans les hypothèses suivantes :

- Absence à une réunion à laquelle le Titulaire est convoqué ou prévue au CCTP du présent marché : 500 € ;
- Manquement aux obligations d'assistance ou aux questions des utilisateurs : 500 € par manquement constaté ;
- Manquement à une obligation légale ou réglementaire : pénalité de 500 € par jour jusqu'à la mise en conformité après mise en demeure restée infructueuse à l'issue d'un délai de 10 jours à compter de sa réception.

Ces pénalités seront infligées sans préjudice de l'application de la résiliation du contrat, le cas échéant.

Toutefois, si l'inexécution ou le retard d'exécution est imputable à une cause de force majeure, à une faute ou une sujétion du Pouvoir Adjudicateur, au système national d'enregistrement des demandes ou à un changement de législation ou de réglementation faisant obstacle à l'exécution de ses obligations par le Titulaire, les pénalités stipulées au présent article ne seront pas applicables.

12. Résiliation

12.1 Résiliation pour événements extérieurs aux parties

En plus des hypothèses prévues aux articles 39 et 40 du CCAG FCS, le présent marché pourra être résilié par décision notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception et précisant la date à laquelle la résiliation prend effet dans les cas suivants :

- Désignation d'un système particulier de traitement automatisé couvrant le territoire de l'Île de France ;
- Évènement résultant du système national d'enregistrement des demandes rendant impossible l'exécution future par le Titulaire de ses obligations au titre du présent marché ;
- Évolution de la réglementation ou de la législation applicable rendant impossible ou bouleversant l'économie générale du présent marché.

L'indemnité de résiliation auquel a droit le Titulaire est calculée en application des dispositions de l'article 43 du CCAG FCS.

12.2. Résiliation pour faute du Titulaire

En plus des hypothèses prévues à l'article 41 du CCAG FCS, le présent marché pourra être résilié par décision notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception et précisant la date à laquelle la résiliation prend effet dans les cas suivants :

- Défaut de fonctionnement grave ou répété du système local d'enregistrement imputable au Titulaire, après mise en demeure restée infructueuse ;
- Indisponibilité totale du système local d'enregistrement imputable au Titulaire, après mise en demeure restée infructueuse ;
- Manquement grave aux obligations d'assistance aux questions des utilisateurs, après mise en demeure restée infructueuse ;

- Manquement grave à une obligation légale ou réglementaire, après mise en demeure restée infructueuse ;
- Retard grave ou répété dans l'exécution d'une autre prestation requise par le CCTP ou sur laquelle s'est engagé le Titulaire dans son offre, après mise en demeure restée infructueuse.

Le Titulaire sera invité à présenter ses observations, dans un délai de 15 jours à compter de la réception de celle-ci.

Si, à l'issue du délai imparti dans la mise en demeure, le Titulaire n'a pas satisfait à ses obligations, le contrat pourra être résilié par le Pouvoir Adjudicateur, par lettre recommandée avec accusé de réception.

La résiliation pour faute du Titulaire ne donne lieu à aucune indemnité.

La résiliation ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles, pénales ou indemnitaires qui pourraient être intentées contre le Titulaire.

12.3 Résiliation pour motif d'intérêt général

Le présent marché pourra être résilié par le Pouvoir Adjudicateur à tout moment, pour tout motif d'intérêt général.

La décision de résiliation du contrat est notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation, ou, à défaut, à la date de sa notification.

L'indemnité de résiliation auquel a droit le Titulaire est calculée en application des dispositions de l'article 43 du CCAG FCS.

12.4 Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Conformément aux dispositions prévues à l'article 45 du CCAG FCS, le pouvoir adjudicateur ou son représentant peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, dans la mesure où la décision de résiliation le mentionne expressément.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et tous les moyens mis en œuvre dans

le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

13. Dispositions générales

13.1 Protection de l'environnement et conditions de travail

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage conformément aux stipulations des articles 6 et 7 du CCAG FCS.

13.2 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant du Pouvoir Adjudicateur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant du Pouvoir Adjudicateur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié.

En application de l'article D.8222-5 du Code du travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

13.3 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues aux articles R.2193-1 et suivants du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 8 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du Code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

13.4 Clauses environnementales

Le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage conformément aux stipulations de l'article 7 du CCAG FCS. Le titulaire mettra en place un espace de travail collaboratif pour le partage d'information et de documentation.

Le candidat détaillera dans son mémoire technique l'ensemble des actions et moyens mis en œuvre pour limiter l'impact environnemental de la prestation :

- le plan d'actions pour réduire l'empreinte carbone de l'application, y compris le recours à des infrastructures à faible impact carbone et les objectifs chiffrés de réduction d'émissions,
- les solutions d'écomobilité ;
- formations à l'éco-conduite.

14. Dispositions destinées à assurer la continuité du service

Lorsque le présent marché prend fin, par arrivée de son terme normal ou par résiliation, le Titulaire s'engage à fournir au Pouvoir Adjudicateur tous documents ou renseignements, et permettre au Pouvoir Adjudicateur d'accéder à toutes les informations nécessaires à la continuité du fonctionnement du système d'enregistrement régional.

15. Différends et litiges

En cas de litige, seule la loi française est applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en langue française.

Pour le règlement amiable des différends et litiges susceptibles de survenir en cours d'exécution du marché, il peut être fait appel au comité consultatif de règlement amiable des litiges.

Les parties peuvent également recourir à la transaction telle que définie à l'article 2044 du Code civil. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tout recours ultérieur sur la responsabilité des parties au contrat pour le même objet.

En cas de recours contentieux, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Paris.

16. Dérogations au CCAG FCS

L'article 11 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG FCS.

L'article 12 du CCAP déroge aux articles 37, 38, 39, 40 du CCAG FCS.